

Histoire environnementale

Étude de la composition et du fonctionnement d'un comité décentralisé de soutien aux luttes paysannes et anti-militaristes du Larzac : le cas du comité lyonnais (1972-1990).



Figure 1 : Affiches réalisées à la main par des militant-es Larzac (277J110)

Table des matières

Introduction.....	3
Présentation de la lutte du Larzac.....	3
Frise chronologique.....	4
Problématisation.....	4
Méthodologie.....	5
I- Description d'une lutte au fonctionnement réticulaire, des Causes à l'internationalisme.....	6
1) Une organisation en étoile depuis les plateaux du Larzac.....	6
2) "Des Larzac partout" : l'internationalisme au sein des luttes des Causes.....	7
3) Le comité Larzac lyonnais : militer en périphérie de la lutte du Larzac.....	8
II- Apports du comité lyonnais aux luttes du Larzac : mobilisations urbaines pour une lutte rurale.....	9
1) La participation du comité lyonnais à la diffusion des nouvelles du Larzac et aux rassemblements généraux.....	9
2) Quand l'urbain soutient une lutte rurale à travers la convergence des luttes.....	10
3) Extraits biographiques de quelques militant.es lyonnais.es.....	12
III. L'influence réciproque des luttes au Larzac sur les dynamiques militantes locales.....	12
1) La lutte du Larzac permet de rassembler les différentes luttes aux alentours de Lyon.....	12
2) Les Groupements Fonciers Agricoles (GFA), nés au Larzac et repris pour lutter contre divers projets d'aménagements.....	14
3) Après l'abandon du projet d'extension de camp militaire en 1981 : quelle fin pour le comité lyonnais ?.....	15
Discussion.....	16
Conclusion.....	17
Bibliographie.....	17
Table des tableaux.....	18
Table des figures.....	18
Annexe.....	18

Introduction

Présentation de la lutte du Larzac

En 1971, le ministre de l'Intérieur M. Debré rend publique la décision d'extension du camp militaire du Larzac avec la volonté d'acquérir 13 700 hectares par l'armée. Cette décision provoque une vague de protestations en Aveyron : les paysans du Larzac s'engagent à ne rien céder sous la contrainte. Ils bénéficient du soutien de syndicats, de partis politiques et d'autres mouvements de la société civile, coordonnés à travers cent cinquante "comités Larzac" à travers la France. D'abord locale, puis nationale, cette résistance rurale a vite connu un écho international grâce à une médiatisation importante. Pour mobiliser l'opinion publique, les dix années de résistance (1971-1981) sont ponctuées de grands rassemblements, de manifestations, de blocages de manœuvres militaires, de "montées" sur Paris (avec des brebis, en tracteur, à pied, créant des images emblématiques), de jeûnes publics, d'entraves aux enquêtes administratives, de recours juridiques systématiques, d'actions de désobéissance civile, et d'un séjour en prison pour vingt-deux personnes. La création d'un journal mensuel *Gardarem lo Larzac* (GLL) permet d'informer régulièrement le mouvement de soutien. Cette résistance consiste par ailleurs à reconquérir les terres agricoles peu à peu désertées, en construisant des bergeries sans permis, en achetant collectivement des terres convoitées par l'armée via des Groupements Fonciers Agricoles (GFA) ou encore en installant de nouveaux agriculteurs sur des terres abandonnées. Après dix années de luttes suivies par la France entière et l'arrivée de Mitterrand au pouvoir, la projet d'extension du camp militaire est abandonné. Mais la lutte du Larzac restera gravée dans les esprits, comme une référence des luttes contre la militarisation et les grands projets d'aménagements.

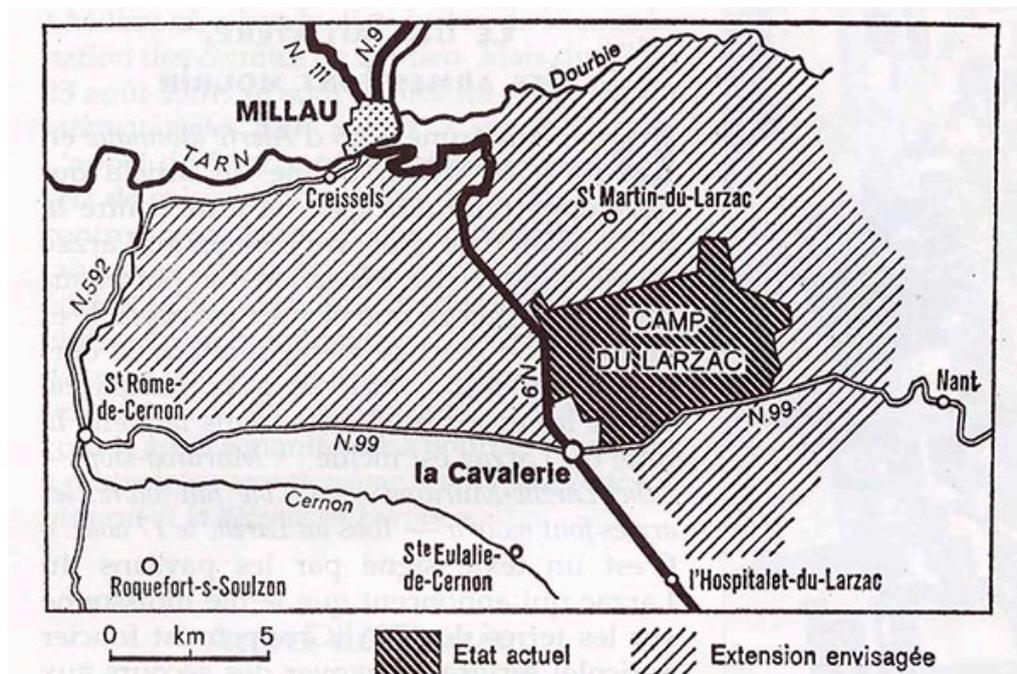


Figure 2: Carte du projet d'extension du camp militaire du Larzac (source: larzac.org)

Frise chronologique

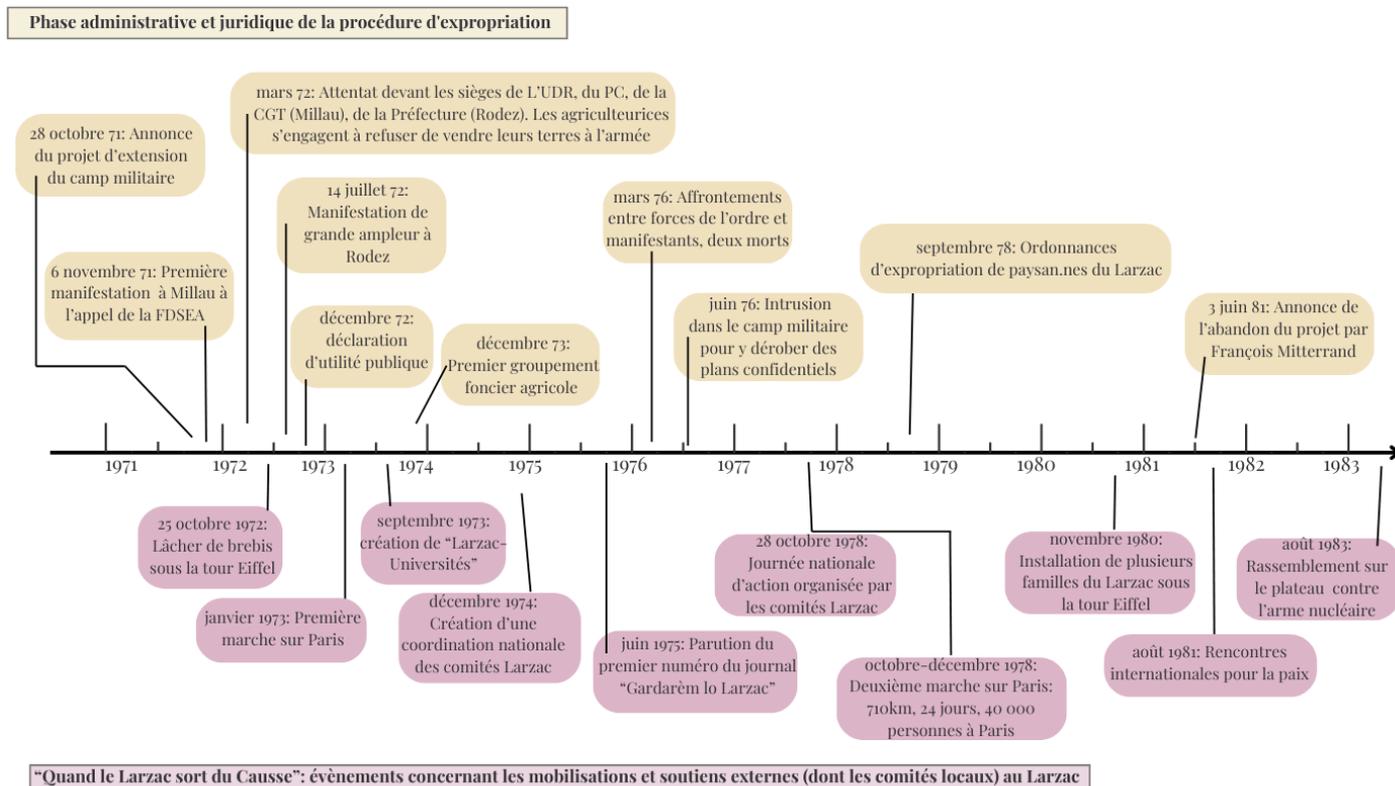


Figure 3: Frise chronologique des principaux évènements de la lutte du Larzac (1971-1983)
(source: Archives, Larzac.org)

Réalisation: J.Rondepierre, 2025

Problématisation

De 1971 à 1981, la lutte du Larzac a généré des mobilisations de grande ampleur, mobilisant des ancrages socio-territoriaux divers. De nombreux mouvements protestataires se réfèrent encore aujourd'hui à cette lutte paysanne emblématique des années 1970. Le Larzac est un site investi d'une double appropriation : physique (par les paysan.nes vivant sur ces terres) et rhétorique (où le Larzac est investi en haut lieu) (Franquemagne, 2025). À l'instar de la lutte contre l'aéroport de Notre Dame Des Landes "et son monde", la lutte paysanne du Larzac a alimenté des réflexions sur les enjeux globaux que sont le capitalisme, le nucléaire, le militarisme, l'altermondialisme et le droit des travailleurs.

La presse de l'époque parle de "villes contaminées par le Larzac", terme employé par les pouvoirs publics pour parler d'une centaine de villes en France et à l'étranger qui soutiennent le mouvement. Le terme de contamination reflète bien la propagation de la mobilisation pour le Larzac jusque dans les grandes villes. En retour, on se doute que les villes ont pu participer aux réflexions sur les enjeux globaux mentionnés précédemment.

Nous souhaitons éclairer les luttes environnementales et anti-militaires en milieu rural au regard des archives lyonnaises. La problématique suivante guidera notre réflexion : comment se manifeste, en milieu urbain, le soutien à une lutte rurale et paysanne emblématique des années 1970/80 ? Quels ont été les discours et leurs ancrages lorsqu'il s'agissait de lier des enjeux urbains et ruraux ? Au sein de la lutte occitaniste, la question paysanne de "vivre et travailler au pays" est

centrale : comment des ponts se sont créés entre cette question et les collectifs antimilitaristes, anticapitalistes, et pacifistes lyonnais ? Enfin, nous questionnerons l'effet de la mobilisation lyonnaise pour le Larzac sur les luttes rurales rhodaniennes.

Méthodologie

L'étude a été nourrie par les archives du comité Larzac de Lyon, conservées aux archives départementales. Les documents sont classés par thématiques et sont composés de notes manuscrites, de nombreux numéros du journal *Gardarem lo Larzac* (GLL), de tracts, de rapports d'assemblées générales et de réunions, de lettres entre militant·es. Les cartons archives utilisés sont renseignés dans le tableau suivant (voir Tableau 1). Il est à noter que l'inventaire des fonds des Archives Départementales du Rhône mentionne encore deux autres cartons d'archives produites par le comité lyonnais, respectivement les cartons 277J286 et 277J98. Nous ne les avons pas dépouillés par manque de temps - les cartons que nous avons déjà dépouillés étaient globalement bien fournis, ce qui nous a conduit à faire des arbitrages - et parce que leur contenu nous intéressait *a priori* moins directement, ceux-ci contenant avant tout des journaux *Gardarem Lo Larzac* et des coupures de presse diverses.

Cote	Dates	Types de documents
277J110	1973-1985	Autocollants, brochures des comités Larzac "Larzac un enjeu national" , dossiers "Gardons le Larzac", courriers du comité Larzac de Lyon, programme de la marche des paysans travailleurs du Larzac de Lyon à La Roque Sainte Marguerite (Aveyron), programmes des activités culturelles et populaires, tracts.
277J8	1975-1983	Comité Larzac de Lyon : listes nominatives, courriers, bulletins de liaison et de coordination des comités Larzac affiches, tracts, coupures de presse.
277J78	1974-1981	GFA Groupement foncier agricole de Braud en Gironde : bulletins d'information (1976-1978). Création du GFA Larzac : courriers, tracts, comptes rendus d'assemblées générales, programmes des rassemblements, photocopies de photographies, Larzac Informations.
277J109	1975-1990	Journal <i>Gardarem lo Larzac</i> (1975-1990), programmes des chantiers d'été, plan d'accès au centre d'accueil La Salvetat.
277J29	1976-1989	Journaux <i>Gardarem lo Larzac</i> .
277J6	1974-1983	Larzac : journaux <i>Gardarem lo Larzac</i> , Larzac-Informations, carte, analyse du mouvement par le groupe Alternative non violente.

277J245	1979-1982	Mouvement du Larzac, comité Larzac de Lyon: liste nominative des adhérents, tracts, notes manuscrites, communiqués, coupures de presse, brochures et bulletins des comités Larzac.
---------	-----------	--

Tableau 1 : Cartons d'archives utilisés et description de leur contenu principal

En complément, des recherches bibliographiques et biographiques ont été menées. Notre étude présente donc la particularité d'être majoritairement nourrie par de la littérature grise, interne à la lutte. Nos sources ont été directement produites par les personnes concernées. Ce sont des données brutes qu'il convient d'analyser en ayant conscience du biais que cela constitue.

I- Description d'une lutte au fonctionnement réticulaire, des Causes à l'internationalisme

1) Une organisation en étoile depuis les plateaux du Larzac.

Des comités Larzac naissent dès 1972 en soutien aux paysan·nes du plateau, d'abord à Millau et Rodez, puis de plus en plus loin, notamment à Paris. Ces trois comités organisent une première mobilisation en juillet 1972 à Rodez, qui amorce la création de nombreux comités de soutien dès l'automne 1972. Leur action prend ensuite de l'ampleur, notamment lors des rassemblements de 1973 et 1974. La lutte au Larzac devient une affaire nationale à partir des rassemblements de 1973 (60 000 personnes) et 1974 (100 000 personnes). En 1975, des comités existent dans 75 départements français. Des comités Larzac sont même créés par des expatrié·es français·es à l'étranger, à New York et en Allemagne, où sont notamment organisées des dégustations de roquefort pour sensibiliser les américain·es à la cause Larzacienne.

L'objectif des comités Larzac est de diffuser les informations concernant la lutte sur les plateaux, et de constituer des bases arrières de soutien aux paysan·nes. Afin de communiquer et de prendre des décisions, les comités se réunissaient avec les paysan·nes lors d'assemblées générales et de réunions plus ou moins formelles. Les comités ont aussi œuvré directement à relier la lutte du Larzac aux autres luttes locales, un objectif noté dans un rapport d'AG à Pâques 1975. Les documents trouvés dans les cartons d'archives nous laissent penser que la lutte était très structurée : les militant·es décrivent et analysent les jeux d'acteurs sur place et dans les autres régions, font des descriptions fines de la chronologie de la lutte, et des états des lieux fréquents.

Le journal mensuel Gardarem lo Larzac (GLL) est le journal des paysan·nes du comité Millavois de défense et des comités Larzac (il existe toujours aujourd'hui en ligne). Il a été créé en 1975 afin de diffuser les nouvelles des plateaux aux comités locaux et au public, et de faire le lien entre les comités locaux (Franquemagne, 2003). L'importance de la communication, principalement de la presse écrite, était cruciale pour mobiliser l'opinion publique. Le journal fournissait de nombreux chiffres, photographies et informations précises sur les occupant·es du plateau. Il fournissait aussi de longues descriptions de la vie dans le Larzac et du mode de vie paysan, sans doute pour rendre compte de la vie et de l'état d'esprit des habitant·es du plateau, notamment en ville où la vie rurale est souvent

méconnue. Des témoignages de la lutte vue par les femmes paysannes replacent aussi le discours de GLL dans un cadre unitaire mais largement intersectionnel : ici féministe, mais aussi anti-nucléaire ou appelant à la solidarité avec les pays du “Tiers-Monde” notamment le Chili et la Nouvelle-Calédonie

2) “Des Larzac partout” : l’internationalisme au sein des luttes des Causes

Cette organisation en étoile est synonyme d’un rayonnement international. Les rassemblements sur le plateau entre 1974 et 1981 ont accueilli des délégations de nombreux pays où s’organisent également des réseaux de lutte (Japon, Chili, Mexique, Palestine, Pologne, États-Unis...). Les valeurs militantes telles que le maintien des terres paysannes, l’anti-militarisme et l’anticapitalisme ont alors trouvé un point de convergence, qui se matérialise sur les plateaux du Larzac. Ces plateaux ont ainsi été un lieu de rencontres et de solidarités inédites. Selon Terral (2011) “Les minorités profitent de l’espace d’expression que constituent les rassemblements du plateau, comme ces Indiens d’Amérique qui prennent le chemin de la cause”.

C’est donc petit à petit au-delà de l’Occitanie que les Larzaciens trouvent d’autres alliances : à Besançon avec les travailleurs de Lip en 1973, puis à Plogoff, dans le Finistère, où l’on proteste contre la construction d’une centrale nucléaire. En 1974, un rassemblement a lieu sur le Larzac : il est centré autour de la “moisson pour le Tiers Monde”, signe d’une orientation vers l’internationalisme. Suite à ce rassemblement, les plateaux du Larzac accueillent chaque année des militant.es de tous horizons. L’exemple le plus emblématique de cet internationalisme est la “*Rencontre internationale pour la paix*” en août 1981. Les archives conservent une longue liste de groupes internationaux et nationaux qui ont manifesté leur soutien au Larzac. En retour de ce soutien international, les paysan.es du Larzac et des membres des comités locaux se rendent à l’étranger pour soutenir des luttes dans d’autres pays.



Figure 4: Photographie de la délégation japonaise de soutien au Larzac lors de la “*Rencontre internationale pour la paix*” (Journal GLL, 1981)

Après leur victoire face au projet militaire, les paysan.nes du Larzac affichent un soutien aux luttes en Kanaky. Des terres sont offertes à plusieurs familles Kanaks venues en France après le massacre d’Ouvéa, et des réunions d’aide à l’organisation de la FLNKS (Front de Libération National

Kanak et Socialiste) sont mises en place. Des échanges manuscrits témoignent d'amitiés fortes entre les paysan.nes et les Kanaks ayant trouvé refuge sur les plateaux. Cet accueil permet de renforcer la solidarité entre ces deux luttes: les "tribus du Larzac et celle de Tiendanite (Kanaky)" se ressemblent dans leurs efforts vers une indépendance, et leurs liens de solidarités se resserrent grâce à des engagements politiques communs. Des articles et des lettres paraissent dans le journal GLL (Figure 5) afin de faire connaître la situation en Kanaky aux français.es. Grâce à cette communication, à Millau, de nombreux habitants soutiennent l'intérêt porté au peuple Kanak par les militant.es du Larzac.

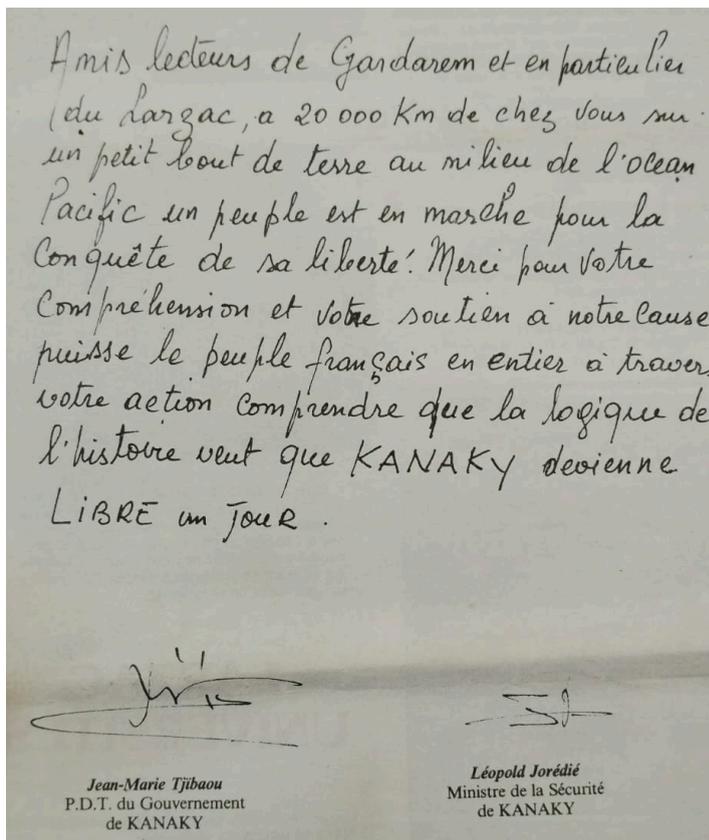


Figure 5 : Photographie de la lettre d'appel à soutien au peuple Kanak, parue dans le journal GLL écrite par J.M Tjibaou et L Jorédié

3) Le comité Larzac lyonnais : militer en périphérie de la lutte du Larzac

Au travers des archives que nous avons consultées, il apparaît que le comité de Lyon est assez périphérique dans la lutte du Larzac. Il s'agit d'un comité actif et impliqué, qui assure son rôle de relais de la lutte et diffuse notamment les informations liées aux mouvements nationaux des renvoyeurs de livrets militaires, au groupement foncier agricole larzacien et à la campagne de refus-redistribution de 3% de l'impôt sur le revenu. Le comité assure ainsi un relais local précieux pour la trésorerie du mouvement Larzac et dans la coordination des actions d'ampleur nationale. Par ailleurs, le comité lyonnais se montre actif et régulier dans sa participation aux réunions mensuelles inter-comités.

Néanmoins, le comité lyonnais est un soutien du Larzac qui ne fut pas médiatisé, à l'inverse par exemple des ouvrier-ères du LIP, dont le soutien au Larzac fut largement relayé. Globalement, le comité lyonnais apparaît comme étant une composante que nous pouvons qualifier d'ordinaire dans la lutte du Larzac : ni exceptionnelle ni insignifiante, elle met à disposition ses ressources militantes

locales pour oeuvrer à une cause plus éloignée, dont elle s'approprie une partie des discours, notamment antimilitaristes, anticapitalistes et non-violents. Nous qualifions ce type d'organisations militantes d'ordinaire car cette pratique est maintenant de mise aujourd'hui : en témoigne le mouvement d'ampleur pris par le mouvement écologiste des Soulèvements de la terre, qui affiche une organisation prise en charge en partie par des comités locaux répartis sur tout le territoire de la France métropolitaine (Les Soulèvements de la terre, 2024).

Lors de ses débuts, un document émis en interne par le comité fait mention de la difficulté que ce dernier a à mobiliser plus d'une vingtaine de militant-es pour organiser une opération de tractage dans les rues de Lyon. Pour autant, lorsque la lutte pour le Larzac prend fin, une lettre du comité datée du 12 mai 1982 mentionne la présence de plus de 200 personnes lors d'une réunion dans leur local. Les archives laissent poindre aussi en filigrane des liens forts unissant le comité de Lyon avec celui du Forez (Roanne), dont il est proche géographiquement. Nous détaillerons plus en détail dans la partie qui suit les différentes actions menées spécifiquement par le comité.

II- Apports du comité lyonnais aux luttes du Larzac : mobilisations urbaines pour une lutte rurale

1) La participation du comité lyonnais à la diffusion des nouvelles du Larzac et aux rassemblements généraux

À Lyon, le comité joue principalement un rôle de diffusion d'informations. Les membres du comité collent, tractent, organisent des manifestations et des réunions d'information. Des permanences de renseignement et de distribution de documentation avaient lieu chaque lundi rue Mercière. Des tracts conservés dans les archives mentionnent un jeûne public par 6 solidaires au Larzac devant la gare de St Fons en 1977. En 1978, à la suite des procédures d'expropriation par le préfet de l'Aveyron, le comité lyonnais réagit rapidement et organise une journée de labour des terres de l'armée le 8 octobre, ainsi qu'une grande journée nationale d'action Larzac le samedi 28 octobre. Une demande de soutien actif est demandé à diverses organisations et syndicats de Lyon (PSU, CFDT, GARM). Des manifestations ont également eu lieu contre le centre de documentation de l'Armée à Lyon, et des militant-es ont réalisé des actions de renvois collectifs de livrets militaires. Le comité lyonnais a aussi pris part à la marche sur Paris de novembre-décembre 1978, ainsi qu'aux chantiers d'été du Larzac.

Certains documents témoignent cependant de désaccords entre des comités locaux et les paysan-nes du Larzac. Les comités locaux critiquent une "absence de décisions collectives" car la prise de décisions serait réservée aux paysan-nes. Un communiqué interne s'interroge sur le sens de la lutte : elle doit selon les comités locaux ne pas seulement être une lutte "foncière et professionnelle", mais demeurer une "lutte collective porteuse d'espoir par son contenu [...] et par son fonctionnement" (fonctionnement relativement horizontal avec une volonté d'auto-organisation). Certains comités locaux craignent des prises de pouvoir de certains aux dépens d'autres dans le cadre des négociations foncières qui risquent d'avoir lieu. Le comité local de Lyon demande un soutien plus efficace contre la répression subie par les renvoyeurs de livrets militaires.

Finalement, même si ces éléments montrent que le comité local de Lyon a soutenu activement la lutte au Larzac, il reste un comité périphérique. En comparaison, des articles du “Mouton enragé”, journal tenu par le comité de Clermont-Ferrand, témoignent d’une lutte plus proche de celle du Larzac aux alentours de Clermont, qui a donc peut-être été plus suivie par les clermontois·es. En effet, ces articles dressent des parallèles entre la situation au Larzac et celle de la plaine de la Limagne à l’Est de Clermont-Ferrand, où la multinationale Limagrain s’est accaparé les terres agricoles à l’instar de l’armée française. À la lecture des cartons d’archives disponibles, l’impression qui ressort est que la dynamique du comité lyonnais n’est pas la même que celle du comité clermontois. On peut supposer que le contexte géographique plus rural de Clermont-Ferrand a facilité la mobilisation pour le Larzac, alors que le contexte lyonnais urbain semble plus lointain des enjeux paysans. Le soutien d’une lutte rurale par des organisations citoyennes possède des spécificités et nécessite une intersectionnalité des luttes pour faire résonner les enjeux du Larzac jusqu’aux grandes villes.

2) Quand l’urbain soutient une lutte rurale à travers la convergence des luttes

L’article “avec les villes jumelées, vers une solidarité villes-campagnes” illustre les capacités de la ville à soutenir la lutte rurale. Un mouvement de jumelage associe une quinzaine de villes à des fermes ou villages du plateau du Larzac. L’article insiste sur leur complémentarité économique et humaine ; le jumelage permet à la ville d’apporter un soutien financier et technique au plateau. Bien qu’il ne s’agisse pas d’un jumelage, on peut analyser le comité Larzac comme une forme parallèle de complémentarité ville - campagne en faveur de la lutte.

Le comité local lyonnais peut-être analysé comme une base arrière mobilisatrice et logistique. Si le comité Lyonnais diffuse les nouvelles de la lutte dans le Larzac, il joue également un rôle mobilisateur. Pour cela, il crée un discours qui s’appuie sur les intérêts communs aux militants urbains et ruraux. Autrement dit sur la dimension intersectionnelle de la lutte. Le comité se donne cet objectif pendant une Assemblée générale à Pâques 75, cela lui permettant de toucher une grande diversité de militant·es. Une liste manuscrite des “groupes qui ont manifesté leur soutien” énumère cette diversité : le mouvement rural de la jeunesse chrétienne, les artisans du monde, le groupe antinucléaire, anti OGM, le groupe des travailleurs de l’armement. Certains tracts s’adressent aux soldats en les interpellant sur les conséquences de l’armée sur l’agriculture et sur le dialogue possible. Les tracts révèlent une volonté de montrer à des groupes variés leur intérêt à rejoindre la lutte afin de créer un front commun. On trouve dans les archives une affiche pour un bal antimilitariste en 1981. En octobre 1976, la création du collectif *Gardons le Larzac*, qui associe ces mouvements de soutien, formalise le lien entre ces différentes luttes. Michel Castaing, historien, qualifie dans *Le Monde* la jonction du Larzac et des courants issus de 68 comme “vitrine de la contestation, qu’elle soit régionaliste, antimilitariste ou anticapitaliste.” (Terral, 2011). La documentation qui vise à mobiliser est fournie, entre autres, par le *Comité départemental de sauvegarde du Larzac* qui fait passer des bons de commande pour obtenir des affiches, des autocollants, des feuillets d’information, des cartes postales, des brochures et des livres.

L’objectif est également de motiver à rejoindre la lutte sur le terrain et sur des mobilisations extérieures à la région. Pour cela le comité Lyonnais diffuse des tracts de participation aux chantiers du Larzac, tient un centre d’information et organise des départs en car pour la marche à Paris de novembre-décembre 1978. Il participe aux campagnes de l’organisation nationale pour libération des paysans et résidents emprisonnés en juin 76, à celle sur le refus de payer l’impôt et pour le renvoi de livrets militaires. Les propos de Christian Roqueirol, militant à la confédération paysanne, illustrent la

capacité des comités locaux à faire converger différentes luttes : “On a très vite été soutenus par les Paysans Travailleurs de Loire Atlantique, et par des gens engagés à l’extrême gauche : il y avait des Maos qui venaient sur le Larzac, des Trotskistes, c’était rigolo parce qu’entre eux ils ne pouvaient pas se voir. Mais ils ont réussi à s’écouter à l’intérieur des comités Larzac, car il y avait beaucoup de gens différents.” (Roqueirol, 2015)

Le comité lyonnais est également caractérisé par ses capacités logistiques. Il agit comme une base arrière en cas de besoins financiers. C’est ce que montrent les tracts qui visent à trouver des dons pour le groupement foncier agricole. Puisqu’il dispose de locaux, le comité crée des espaces de paroles et de débats. Il organise également des mobilisations et manifestations en soutien aux paysans comme c’est le cas en août 1973 avec le collectif des Paysans-Travailleurs du Rhône, soutenus par le PSU, la CFDT et le GARM. Ces événements plutôt intellectuels sont souvent accompagnés d’une dimension artistique ou culturelle avec la présence de chanteurs comme Jean-Marc le Bihan ou Steve Waring. On peut également citer l’organisation de projection de films documentaires sur ce qu’il se passe sur le Larzac, comme le film *Les bâtisseurs / Larzac 75 - 77* réalisé par Philippe Haudiquet. Toutes ces actions permettent à la lutte d’exister à Lyon. Elle lui donne un espace de visibilité en ville qui se matérialise à travers des événements mais également parce que les membres du comité ont contribué à la création d’un savoir précis sur la lutte, bien qu’il soit situé et écrit par des soutiens extérieurs des Causses.

Ainsi, la particularité du comité Lyonnais est qu’il contribue à créer des savoirs sur la lutte, depuis la ville. Les archives permettent d’avoir une vision chronologique précise de l’évolution de la lutte. La plupart des “Bulletins de liaison et de coordination des Comités Larzac” sont très structurés, factuels et concentrés sur la situation concrète au Larzac. Ils centralisent l’évolution du mouvement global. Ils fournissent également une analyse de la lutte à la lumière du contexte politique français. Ces comptes rendus fournissent des informations sur les comités et la lutte locale mais ils restent généraux. Il est alors complexe d’appréhender la spécificité du comité Lyonnais. En 1976, une coordination régulière se met en place. Les comités communiquent toutes les trois semaines, créent un bulletin, un journal permanent et une brochure. C’est ce qui fait qu’ils servent, à posteriori, à la mémoire de la lutte.

Ces connaissances ne sont pas celles qui sont les plus utilisées pour mobiliser de nouveaux soutiens. La création d’un plaidoyer repose moins sur la situation concrète au jour le jour et sur les arguments paysans que sur la dimension transversale de la lutte, comme nous l’avons analysé précédemment. Le comité Lyonnais est un lien vers des soutiens car le contexte urbain donne accès à une population large et diversifiée. Pour cela, il s’appuie sur des revendications communes à la lutte du Larzac et à cette population urbaine : le maintien de leur outil de travail, le droit de vivre dans un lieu auquel ils sont attachés en opposition à l’appropriation de l’espace par un Etat et l’opposition à l’armée. En parallèle, il constitue une base arrière logistique et contribue à la création d’un savoir rigoureux sur la lutte. Ceci est rendu possible grâce au capital culturel et social de certains membres.

3) Extraits biographiques de quelques militant.es lyonnais.es

Un détour par la microhistoire nous semble essentiel pour mieux cerner les types de personnalités qui composent le comité lyonnais. Le carton 22J254 contient des listes nominatives d’adhérent-es au comité. Il en ressort que certaines personnes, chevilles ouvrières du mouvement, ont œuvré au rapprochement de différentes composantes de la lutte grâce à leur capital social et culturel développé. Parmi les membres les plus actif-ves du comité, signataires de nombreux communiqués

émis par le bureau du comité, on retrouve notamment Bernard Huissoud et Patrice Bouveret. Le premier était un syndicaliste aguerrri ayant pris une part active à la vie politique lyonnaise (Debesse, 2010). Le second est cofondateur et président de l'Observatoire des armements, et a écrit occasionnellement au *Monde Diplomatique*.

Dans le *Gardarem Lo Larzac* n°71 d'octobre 1982, une "Lettre du Liban" datée du 5 septembre 1982 est écrite au journal par Marie-Hélène Bunoz, syndicaliste et membre active du comité lyonnais. Dans cet article, elle raconte qu'elle est partie pour deux mois comme infirmière volontaire au Liban. Elle a visité les hopitaux du Croissant rouge palestinien et a pris la parole le 21 septembre au journal télévisé de Soir-3 pour dénoncer la situation vécue par les Palestiniens dans les camps. Un encadré présent dans le journal mentionne qu'elle faisait partie, en tant que membre du comité Larzac de Lyon, d'une délégation ayant participé à un voyage au Japon. Une lettre écrite par un dénommé "Bernard" au comité lyonnais - il s'agit probablement de Bernard Huissoud -, datée du 14 mars 1982, corrobore cette information en mentionnant que "*Marie-Hélène Bunoz va au Japon du 18 au 28 mars avec 5 personnes du plateau et une parisienne. A son retour elle va nous raconter 15 ans de lutte contre un aérodrome*". Il s'agit donc d'une femme qui voyageait beaucoup et qui le faisait en partie dans l'optique d'en faire bénéficier les luttes auxquelles elle prenait part. Dans le carton 277J245 figure aussi une carte postale envoyée depuis les Etats-Unis et adressée par Didier Salacroup au "*Comité Larzac LYON (Bernard Huissoud + tous les copains)*". Cette carte représente la photographie de Mahpuiua-luta, chef d'une tribu Sioux, ce qui ne semble pas anodin compte tenu du fait que des Américain·es étatsunien·es se sont rendu·es au Larzac dans la décennie 1970 pour interpellé sur leur lutte commune pour préserver leurs terres (Artières, 2021).

Ainsi, les membres les plus actif·ves du comité semblent être des militant·es aguerrri·es et bénéficiant de nombreux capitaux et d'un important réseau de relations qui s'étend jusqu'à l'étranger. On peut supposer que ce sont des militant·es comme ceux-ci qui ont permis à la composante internationaliste de la lutte du Larzac de se construire.

III. L'influence réciproque des luttes au Larzac sur les dynamiques militantes locales

1) La lutte du Larzac permet de rassembler les différentes luttes aux alentours de Lyon

La lutte du Larzac s'est en partie rendue populaire par l'organisation de camps d'été et de stages militants réalisés par l'association montredonnaise Larzac Université, lors des rassemblements sur les plateaux du Larzac. Ces stages consistaient en des sessions de partage de multiples connaissances de terrain menées par des militant·es du Larzac et d'ailleurs, voire d'autres continents. Les chantiers participatifs comme celui de la construction de la bergerie de la Blaquière et les rencontres militantes dans les fermes participent aussi à créer une culture commune autour de la lutte (Terral et Verdier, 2024).

Le comité lyonnais prend part aux rassemblements via des convois au départ de Lyon jusqu'au Larzac, avec des arrêts fréquents en Lozère sur le plateau de Naussac. À Naussac, le comité lyonnais tisse des liens forts avec le *Comité de Défense de la vallée de Naussac*. Des liens inter-comités et inter-organisations se mettent également en place, entre les Comités Larzac de Lyon, de Saint-Etienne, de Roanne et du Forez, de l'UD-CFDT du Rhône et des CDJA (*Centre Départemental des Jeunes Agriculteurs*) du Rhône et de la Loire. Nous avons trouvé, dans un document daté de février 1981, la mention de la tenue d'une réunion régionale réunissant, sur

demande du comité Larzac de Mâcon, celui-ci ainsi que les comités de Roanne, le Forez, Saint-Etienne, Grenoble, la Côte St-André et Lyon. Le Bulletin de Liaison et de Coordination des Comités Larzac n°86 daté du 26 janv 1981 mentionne, quant à lui, que les comités de Lyon et du Forez ont organisé une réunion-débat à St-Etienne et un meeting rassemblant 2000 personnes à Lyon (voir Figure 6), qui auraient eu d'excellentes retombées dans la presse. Le dynamisme des relations inter-comités se déploie donc en grande partie au niveau régional, ce qui s'explique matériellement par la proximité géographique des militant·es et par des lieux de rencontre communs lors de l'organisation des convois vers le Larzac ou des rassemblement de soutien lors des procès de certain·es militant·es - pour les renvoyeurs de papiers militaires notamment.



Figure 6 : Tract promouvant la tenue d'une réunion à Saint-Etienne suivie d'un meeting-débat à Lyon le 17 décembre 1980 (277J110).

Par la suite, les rencontres faites dans le cadre du mouvement Larzac alimentent d'autres combats. On peut notamment citer la présence de tracts appelant à des rassemblements contre le barrage de Villerest vers Roanne (voir Figure 7). Une circulaire datée du 9 mai 1979 montre aussi que le comité lyonnais a soutenu une action portée par les paysan·nes des Monts du Lyonnais avec le CDJA et la FDSEA. Il s'agissait d'un rassemblement organisé le 11 mai 1979 place Bellecour, afin de "protester contre l'expulsion d'un paysans [sic] d'Yzeron". Le document indique qu'une "présence permanente du Vendredi 11 mai, 16h au Samedi 12 à 24h est prévue durant laquelle les paysans veulent informer la population des problèmes fonciers et l'injustice des décisions. Nous devons être présents nombreux pour soutenir cette action, il n'y a pas qu'au Larzac que l'on veut prendre les terres aux paysans". Un nouveau lien de la ville vers la campagne est ainsi créé.

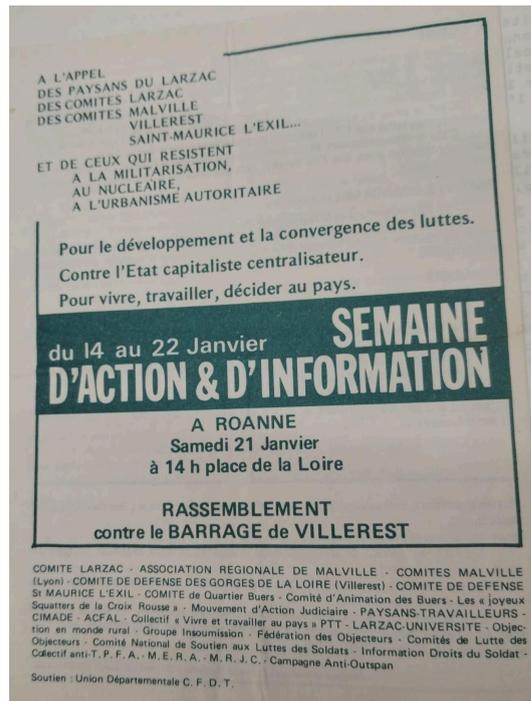


Figure 7 : Tract de rassemblement contre le barrage de Villereest, non daté (227J78).

2) Les Groupements Fonciers Agricoles (GFA), nés au Larzac et repris pour lutter contre divers projets d'aménagements

L'extension du camp militaire implique une récupération de milliers d'hectares de terres agricoles, dont un certain pourcentage doit être acquis à l'amiable avant de pouvoir entamer légalement des procédures d'expropriation. Les opposants à l'extension du camp décident donc de combattre l'administration sur son propre terrain en créant en 1973 le premier GFA. Il sert à barrer la route à l'armée en rachetant des terrains stratégiques dans la zone d'extension, prenant en sandwich les zones les plus convoitées par l'armée. Le financement de ces acquisitions se fait par la vente de parts sociales aux sympathisant.es. On retrouve dans les archives des appels à acheter des parts sociales pour 1000 francs. Des propriétaires agricoles rassemblent aussi leurs terres à celles du GFA, puis le groupe loue ensuite les terres aux paysans. Chaque associé.e est alors copropriétaire de toutes les terres. La victoire en 1981 est en grande partie due à la création de 4 GFA entre 1973 et 1981, qui ont récupéré plus de 1300 hectares. La SC GFA Larzac reste aujourd'hui un outil puissant de gestion collective du foncier agricole.

En s'inspirant des GFA du Larzac, d'autres GFA ont vu le jour en réaction à des projets d'aménagements, notamment dans le cadre de centrales nucléaires : à Plogoff en Bretagne, à Braud en Gironde, à Flamanville, dans la Nièvre par exemple.

Plus proche de Lyon, le GFA du Rocher de Metri contre la centrale nucléaire de Cruas-Meysses au bord du Rhône, en Ardèche, a été investi par les ardéchois.es et par les militant.es lyonnais.es. En octobre 1977, EDF prend possession du site appartenant à la CNR sans attendre le décret d'Utilité Publique ni la décision du Conseil d'Etat, et commence les travaux dans l'illégalité, sans permis de construire. Malgré une opposition au projet par 91% de la population locale (d'après

un référendum rapporté dans GLL), les travaux continuent car “il s’agit en fait là comme ailleurs de mettre tout le monde devant le fait accompli et de créer une situation irréversible”. Des pétitions et des actions de sabotage ont lieu, ainsi que la création d’un GFA, relaté par le journal GLL.

Des documents de 1978 expliquent que le terrassement et les travaux ont bien avancé. On comprend que l’expropriation a eu lieu mais qu’il reste 4 parcelles du GFA au milieu du site, où les conditions de vie sont de plus en plus dégradées. Sur une de ces parcelles vivait René Petit, dont les lettres avec le GFA témoignent du dilemme qui lui était posé, entre laisser ses terres et risquer sa santé voire sa vie. Finalement on apprend dans une autre lettre qu’il s’est fait exproprier. Ces documents locaux nous apprennent que les techniques du GFA, victorieuses au Larzac, n’empêchent pas toujours les expropriations et les projets d’aménagements (preuve en est la centrale de Cruas toujours active aujourd’hui). Cependant le GFA s’est maintenu dans la région malgré la centrale, et avait pour but d’acquérir d’autres terres proches et de “devancer EDF”. Les notes manuscrites des AG du GFA du Rocher de Metri, du Larzac, et de la Gironde sont écrites par la même personne, preuve des liens entre les GFA dans toute la France, qui se sont bien tous inspirés des GFA du Larzac.

3) Après l’abandon du projet d’extension de camp militaire en 1981 : quelle fin pour le comité lyonnais ?

Le projet d’extension du camp militaire est abandonné par une décision de François Mitterrand en 1981 mais il ne marque pas instantanément la fin de la lutte dans le Larzac, notamment car des risques de mini extensions persistent. Le compte rendu de l’assemblée générale du Larzac qui a lieu à Millau en novembre 1981 indique que les diverses composantes de la lutte vont être regroupées. L’APAL devient l’Association pour l’aménagement du Larzac et la coordination des comités Larzac est dissoute mais les groupes locaux décident individuellement de leur avenir ; alors qu’en est-il du comité local lyonnais ?

Celui-ci invite à une assemblée générale pour en débattre le 30 novembre 1981, dont l’on ne trouve malheureusement pas de trace de compte-rendu. En mars 1982, une lettre, signée Bernard, s’adresse au comité Lyonnais et développe une réflexion sur un éventuel jumelage de la mairie de Saint-Fons avec le lieu-dit les Homs, éleveur de brebis. Ces éléments témoignent de la subsistance d’une unité lyonnaise active mais ne nous renseignent pas sur son activité précise ni sur son statut. On ne trouve plus de documents produits directement par le comité.

On peut donc inférer ce qu’il est advenu du comité via les traces de son insertion dans le tissu militant, associatif et syndical lyonnais qu’il nous a laissées. Notamment, une circulaire datée du 9 mai 1979 mentionne un changement de domiciliation du comité : son nouveau local se situe dès lors au CEP (Centre d’Expression Populaire), au 44 rue Saint-Georges, 69005 Lyon. Dans la décennie qui suit, ce local est un haut-lieu de l’activité militante lyonnaise, car il est mis à disposition de nombreux collectifs : nous avons retrouvé dans les cartons que nous avons dépouillés de nombreux documents, tracts et affiches qui l’attestent. Ainsi la radio libre “Radio Leon” émet depuis le 44 rue St-Georges, le comité antinucléaire Malville de Lyon est domicilié à cette adresse et le Comité de Solidarité avec le Nicaragua, El Salvador, et l’Amérique Centrale de Lyon utilise les locaux. Des événements d’information sur la lutte contre le projet de réacteur nucléaire Superphénix y ont été organisés, ainsi que des réunions pour la création d’une Boutique de Sciences à Lyon en 1981, des rencontres critiques de l’informatisation dans les entreprises et des débats organisés par la librairie La Gryffe. En 1990, alors que des collectifs antifascistes sont en lutte contre la montée du Front National sur le plateau du Larzac, on trouve un document dans lequel le groupe local lyonnais se positionne comme antifasciste

et contre les idées d'extrême droite. Bien que l'on ne trouve pas d'archives qui précisent le devenir du groupe local, on peut supposer que tout comme ses membres se sont fédérés autour de luttes convergentes, il a pu trouver une continuité dans des luttes parallèles comme le mouvement international antinucléaire.

Différentes sources nous indiquent que le comité semble subsister mais nous n'avons pas trouvé de document directement produit par celui-ci. Quelques documents attestent que le comité lyonnais participe à des réunions inter-organisations dans le cadre de la campagne d'actions communes "guerre à la guerre" (non daté), avec le Parti Socialiste Unifié et la section locale villeurbannaise de l'Union pacifiste internationale des résistants à la guerre, dans le but d'organiser un meeting populaire non-nucléaire et non-aligné.

On peut également faire un parallèle entre la pérennité du symbole de la lutte du Larzac "Apparu comme un mouvement initiateur" et l'impact d'un comité local comme celui de Lyon sur les luttes Rhodaniennes à l'avenir puisque, d'après MacAdam, 1995, "Le contact direct avec le mouvement initiateur aide à cimenter une identification minimale permettant un processus subtil de diffusion par lequel les leçons idéologiques, organisationnelles et surtout tactiques tirées de la lutte initiale, sont appropriées par des mouvements postérieurs." (cité par Franquemagne, 2010)

Discussion

Ce travail se centre sur l'étude du mouvement lyonnais de soutien à la cause du Larzac, et interroge les dynamiques de ralliement des militant·es vivant en périphérie éloignée du plateau. Au vu des sources que nous avons consultées, un des biais propres à notre recherche réside dans le fait que nous silencions grandement les autres influences en termes de luttes et de manifestations se déroulant parallèlement qui ont contribué à alimenter et à modifier les pratiques militantes en région lyonnaise. Les acteur·ices du comité lyonnais évoluaient dans un écosystème militant et politique dynamique : les décennies 1950 à 1990 ont vu la construction du vocable "environnement" et la naissance de l'écologie politique en France. Le contexte régional lyonnais dans la seconde moitié du XXème siècle n'est ainsi pas exempt de conflits et de résistances multiples, comme en témoigne par exemple la manifestation de juillet 1977 à Creys-Malville en Isère qui fut un pic dans le mouvement de mobilisations anti-nucléaires (Frioux et Le Goullon, 2022). Si la lutte du Larzac est devenue un symbole des mouvements écologistes français et une référence à laquelle se réfèrent encore les mouvements actuels (Calage, 2024), il n'en reste pas moins que cet épisode de la vie politique fut un bouillonnement d'expérimentations alternatives qui fédéra une grande diversité d'acteurs institutionnels - syndicats, partis, mouvements de jeunesse et communistes - et non-institutionnels. Ainsi, les activistes ayant pris part au mouvement ont partagé des expériences communes, mais ne sont pas issu·es de contextes politiques et territoriaux similaires. Dans ce contexte, la lutte au Larzac ne peut se comprendre de manière isolée des autres luttes sociales et écologistes ayant pris corps durant les décennies 1950 à 1980.

Enfin, notre corpus d'archives nous a permis de dégager beaucoup d'informations sur les comités Larzac en général, mais assez peu sur celui de Lyon précisément. Il nous fut donc difficile de dégager sa spécificité par rapport à l'organisation générale du mouvement et aux autres comités locaux. Les cartons que nous avons dépouillés regorgeaient de tracts, de brochures et d'exemplaires du journal *Gardarem Lo Larzac*, mais plus rares étaient les traces de compte-rendus d'assemblées générales internes ou de communiqués émis spécifiquement par le comité lyonnais.

Conclusion

Pour conclure, le comité lyonnais de soutien au Larzac est un comité périphérique de la lutte au plateau mais il a joué un rôle actif dans l'organisation inter-comités au niveau national. Ce comité s'inscrit dans une structure militante en étoile depuis les plateaux du Larzac, qui rayonne dans différents cercles politiques, et même à l'international. La lutte au Larzac a permis des rapprochements entre les activistes de Lyon et de ses environs, ainsi que des apports de techniques militantes comme les GFA dans la région lyonnaise.

Ce qui ressort de notre étude, c'est que le mouvement lyonnais relaie les revendications émises depuis le Larzac (donc des revendications régionalistes, "volem viver al pais", etc), mais que ce qui rassemble les militant·es de la région lyonnais a surtout été des considérations écologistes, anti-militaristes et anti-nucléaires, plutôt que des revendications paysannes et régionalistes. Les revendications d'ordre paysannes étaient regroupées sous une critique plus générale du système capitaliste. À la fin de la décennie 1980, le comité lyonnais n'est plus en activité, mais les forces militantes qui le composaient semblent s'impliquer par la suite dans des luttes pacifistes et antimilitaristes. Ce mouvement suit la trajectoire générale du mouvement Larzac, qui, confronté à la question de "et maintenant, une fois que nous avons gagné, que fait-on ?", a tenté de maintenir une critique internationaliste, non-violente et tournée autour des alternatives écologistes. Le plateau est devenu par la suite un haut-lieu de l'altermondialisme, notamment avec l'émergence de la figure de José Bové, militant installé au Larzac depuis 1976.

Bibliographie

Archives départementales de l'Aveyron :

<https://archives.aveyron.fr/expositions/panneau-chronologie-de-la-lutte-89-574>

ARTIÈRES Philippe, *Le peuple du Larzac*, La Découverte, Sciences humaines, 2021, 304 p.

CALAGE Jules, « Sous les pavés, la terre. De la Commune de Nantes au Larzac, les campagnes rouges des Paysans-Travailleurs », *Socialter*, décembre 2024, n° 67, pp. 28-31.

DEBESSE Jacques, « Notice de HUISSOUD-GACHET Bernard, Laurent », *Le Maitron*, version mise en ligne le 13 août 2010, dernière modification le 3 août 2020, consulté le 28 janvier 2025, URL : <https://maitron.fr/spip.php?article88695>.

FRANQUEMAGNE Gaël, « La mobilisation socioterritoriale du Larzac et la fabrique de l'authenticité », *Espaces et sociétés*, 2010, vol. 143, n° 3, pp. 117-133, doi:[10.3917/esp.143.0117](https://doi.org/10.3917/esp.143.0117).

FRANQUEMAGNE Gaël, *Les mobilisations socio-territoriales : le Larzac, une cause en mouvement*, Université Montesquieu - Bordeaux IV ; Institut d'études politiques de Bordeaux, 2009, consulté le 23 janvier 2025, URL : <https://theses.hal.science/tel-00432864>.

FRIoux Stéphane et LE GOULLON Gwenaëlle, « Écrire une histoire environnementale du Grand Lyon », in Renaud BÉCOT (dir.), *Écrire l'histoire environnementale au xxie siècle : Sources, méthodes, pratiques*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, Histoire, 2022, pp. 201-218, doi:[10.4000/books.pur.164742](https://doi.org/10.4000/books.pur.164742).

PROPOS RECUEILLIS PAR GUICHARD, S. ET MARTINEZ, L. (2015) . «Toutes les luttes mènent au Larzac»
Entretien avec Christian Roqueirol. *Mouvements* N° 84(4), 111-125.
[HTTPS://DOI.ORG/10.3917/MOUV.084.0111](https://doi.org/10.3917/MOUV.084.0111).

LES SOULÈVEMENTS DE LA TERRE, *Premières secousses*, La fabrique éditions., 2024, 296 p.

TERRAL Pierre-Marie, « « Gardarem lo Larzac » : de la dimension occitane de la lutte paysanne à son cheminement mémoriel », *Lengas. Revue de sociolinguistique*, 18 juillet 2011, n° 69, pp. 93-116, doi:[10.4000/lengas.383](https://doi.org/10.4000/lengas.383).

TERRAL Pierre-Marie et VERDIER Sébastien, *Larzac, histoire d'une résistance paysanne*, Dargaud, Hors Collection Dargaud, 2024, 176 p.

Table des tableaux

Tableau 1 : Cartons d'archives utilisés et description de leur contenu principal

Table des figures

Figure 1 : Affiches réalisées à la main par des militant·es Larzac (277J110)

Figure 2 : Carte du projet d'extension du camp militaire du Larzac (source: larzac.org)

Figure 3 : Frise chronologique des principaux événements de la lutte du Larzac (1971-1983). Sources : archives, Larzac.org.

Figure 4 : Photographie de la délégation japonaise de soutien au Larzac lors de la "Rencontre internationale pour la paix" (Journal GLL, 1981)

Figure 5 : Photographie de la lettre d'appel à soutien au peuple Kanak, parue dans le journal GLL et écrite par J.M Tjibaou et L Jorédié.

Figure 6 : Tract promouvant la tenue d'une réunion à Saint-Etienne suivie d'un meeting-débat à Lyon le 17 décembre 1980 (277J110)

Figure 7 : Tract de rassemblement contre le barrage de Villerest, non daté (227J78).

Annexe

Documents non datés, émis par ce qui semble être un sous-groupe du comité lyonnais, constituant une forme de comité Larzac de Vaise. Nous n'avons pas retrouvé d'autres documents en faisant mention dans nos cartons mais nous avons choisi de faire apparaître ces feuilles en annexe, car les éléments discursifs qui y figurent nous semblaient intéressants. Ils créent une analogie directe entre la situation

au Larzac et celle de Vaise, où les anciennes usines et bâtiments d'habitation sont menacés de destruction par la commune et par des opérateurs fonciers et immobiliers.

NOUS SOMMES
TOUS CONCERNES

AU LARZAC CONTRE A VAISE :

- des décisions sont prises par des décideurs qui détiennent la vie d'une région au d'un quartier au mépris de la population qui y vit.
Si les gens concernés manifestent leur désaccord, le pouvoir a recours au droit d'utilité publique pour justifier ses interventions arbitraires.
- une politique d'aspersion : à VAISE on ferme et dégrade les maisons d'habitation et les bâtiments industriels inoccupés jusqu'à ce qu'ils soient inutilisables. AU LARZAC, on refuse aux paysans et aux usines de RIUATU les financements nécessaires au développement et au maintien de leur activité.
- la terre des paysans comme les terrains d'habitation de VAISE font valoir le prix des spéculateurs fonciers et immobiliers.

Dans l'AVEYRON les paysans et les ouvriers, par leur solidarité réussissent à opposer à la destruction de leur région. C'est l'union qui fait leur force.

Pour sauvegarder VAISE, repreneons nos luttes.

AU LARZAC, ILS LUTTENT
A VAISE, LUTTONS

POUR VIVRE, TRAVAILLER et DECIDER AU PAYS

aspersion

Cartes Larzac Vaise

Daniel CORAS
3 rue Albert Folsom 63009

ROSSO Anne Marie
22 quai salong 63009

COPOY G
4 rue Juret Larzac

DEMAN
1 rue P. Tamin 63009

CHARLES des Poiroux
47 301 St André de la Cour

JACQUET et AUGROS
85 rue marcelton 63009

SAMETALAND
rue Fobregues 63009

BLANCHE
36 bis rue Fobregues 63009

DETHANIER Jacques - Jacquemin Beatrice
40 rue de la claudie 63009

THARREUR
16 chemin des rivières 63 St Omer

Jacques CHUJON 22 route de Goussier 63009 L'YON

Tony RUISE 16 Avenue Dardilly

X VOISSET, P. 16 rue de Vaise 63009 L'YON

+ THIERRY BUNOUE + Jean Pichet
+ LAURENCE et JOSE
+ GARY Charaudeau
+ Jacqueline POLIZETTI + YVES ARIMOND

Marie Christa BOUCHET -
Jacky BENTARDIA -
Nance SEUN
Pirelle et Christian